



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Prestations de nettoyage et remise en état des vitreries, murs et façade du Centre
Inria de l'université de Bordeaux**

N° 2025-2394

Appel d'offres ouvert

CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

200 Avenue de la Vieille Tour

CS 90003

33405 TALENCE CEDEX

Sommaire

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 – Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
1.4 – Co-traitance	4
2 - Cadre procédural et contractuel	4
2.1 - Mode de passation.....	4
2.2 – Type de marché	4
2.3 – Montants minimum et maximum	4
2.4 - Pièces contractuelles.....	4
3 – Durée initiale du marché et reconductions.....	5
4 - Confidentialité et mesure de sécurité.....	5
5 - Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail de l'environnement, de la sécurité et de la santé	5
6 – Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
6.2 – Modalité de révision des prix	6
6.3 – Avances.....	6
7 – Dispositions relatives à la reprise du personnel.....	7
7.1 – Absence d'obligation de reprise du personnel du Titulaire sortant par le nouveau Titulaire du marché.....	7
7.2 - Obligation incombant au Titulaire à l'issue du marché.....	7
8 - Sous-traitance	7
9 – Opérations de vérification	7
9.1 Déroulement des opérations de vérification	7
9.2 Décisions après opérations de vérification	7
10 - Modalités de règlement des comptes.....	8
10.1 Périodicité des demandes de paiement.....	8
10.2 Présentation des demandes de paiement	8
10.3 - Délai global de paiement.....	9
10.4 - Paiement des sous-traitants.....	9
11 - Pénalités	9
11.1 - Pénalités de retard	9
11.2 - Pénalités diverses.....	10

11.3 - Pénalités pour non-respect des dispositions du code du Travail en matière de travail dissimulé.....	10
12 - Assurances.....	10
13 - Résiliation du contrat	11
13.1 - Conditions de résiliation du marché	11
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
14 - Règlement des litiges et langues.....	11
15 – Clause de réexamen	11
16 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Prestations de nettoyage et remise en état des vitreries, murs et façade du Centre Inria de l'université de Bordeaux

1.2 – Décomposition du contrat

Le marché n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations.

Il est toutefois précisé qu'outre les prestations concernées par le présent marché, le Centre Inria de l'université de Bordeaux a formalisé un marché distinct ayant pour objet le nettoyage des locaux et fournitures associées.

La formalisation de deux marchés distincts constitue, en tant que telle, un allotissement de ces deux prestations formant une unité fonctionnelle.

Il est par ailleurs précisé que les dates de fin du présent marché et du marché de nettoyage des locaux et fournitures associées seront fixées de manière identique afin de permettre, à leur issue, de relancer une consultation commune.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

L'acheteur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

1.4 – Co-traitance

En cas de groupement conjoint, un mandataire solidaire devra être proposé.

2 - Cadre procédural et contractuel

2.1 - Mode de passation

Le mode de passation utilisé est l'appel d'offres ouvert. Il est soumis aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 – Type de marché

Le contrat s'exécute sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande à prix unitaires appliqués sur les quantités réellement exécutées.

2.3 – Montants minimum et maximum

Le présent contrat ne comporte aucun minimum en valeur ou en quantité.

Il comporte un maximum en valeur, fixé à 200 000,00 € HT sur toute la durée du marché, périodes de reconductions incluses.

2.4 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre financière du Titulaire (Bordereau des prix unitaires – BPU –).
Il est précisé que seul l'onglet « BPU » a une valeur contractuelle. L'onglet DQE n'a aucune valeur contractuelle durant l'exécution du marché, n'ayant servi qu'à noter les candidats sur le critère prix lors de la passation du marché.
- L'offre technique du Titulaire constituée de ses réponses au cadre de mémoire techniques et des éventuels documents y étant annexés.

En cas de litige entre les parties, seules les versions originales des pièces contractuelles, conservées par Inria, feront foi.

3 – Durée initiale du marché et reconductions

Le marché est conclu pour une durée initiale allant du 7 février 2026 (ou de la date de sa notification si celle-ci est postérieure) au 31 décembre 2026.

Par la suite, le marché peut être reconduit tacitement au maximum deux fois, chaque période de reconduction ayant une durée de 12 mois, du 1^{er} janvier au 31 décembre. L'échéance maximale du marché, périodes de reconductions incluses, est ainsi fixée au 31 décembre 2028.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par le Pouvoir adjudicateur au plus tard 3 mois avant l'échéance de la période en cours.

Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction du marché, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement de quelque sorte que ce soit.

4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité et des mesures de sécurité telles que prévues aux articles 5.1 et 5.3 du CCAG-FCS. Ces obligations sont applicables à tous les agents du Titulaire, ainsi qu'à ses sous-traitants qui devront en avoir été préalablement informés.

5 - Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail de l'environnement, de la sécurité et de la santé

Les stipulations des articles 6 et 7 du CCAG-FCS, complétées par les stipulations du CCTP, s'appliquent.

6 – Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires, en application du bordereau des prix unitaires complété et remis par le Titulaire.

Les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires sont réputés inclure l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Le Titulaire ne saurait solliciter des prix supplémentaires non valorisés dans le cadre de son offre.

6.2 – Modalité de révision des prix

Les prix sont fermes de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2027. Par la suite, les peuvent être révisés à la hausse comme à la baisse, au 1^{er} janvier de chaque année, à compter du 1^{er} janvier 2027, par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (0,15 + (0,85 \times (Ind1/Ind0)))$$

Formule dans laquelle :

- P = Prix actualisé
- P0 = Prix initial (à la date de notification du marché)
- Ind1 = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Services de nettoyage courant des bâtiments - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766605. L'indice utilisé sera le dernier indice connu (qu'il soit provisoire ou définitif) à la date de réception de la demande de révision de prix.
- Ind0= Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Services de nettoyage courant des bâtiments - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766605. L'indice utilisé sera l'indice définitif du T2 de l'année 2025.

Les indices officiels de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766605>) sont les seuls pouvant être utilisés pour réviser les prix du présent marché.

Le prix révisé obtenu suite à l'application de la formule sera le prix maximum pouvant être proposé. Toutefois, le Titulaire dispose de la faculté de proposer une révision inférieure sur tout ou partie des prix.

S'il souhaite bénéficier d'une révision de prix, le Titulaire transmettra sa proposition au plus tard le 15 décembre précédant sa date de prise d'effet, sous peine de forclusion. L'absence d'envoi de la proposition de révision par le Titulaire avant la date limite précitée pourra entraîner son refus immédiat, avec maintien des prix en cours.

6.3 – Avances

Une avance est versée pour chaque bon de commande dont le montant excède 50 000 € HT et pour lequel la durée d'exécution est supérieure à 2 mois.

Le cas échéant, le montant de l'avance représente 5 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Toutefois, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux de cette avance est porté à 30%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7 – Dispositions relatives à la reprise du personnel

En application la Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011, le présent marché est concerné par une obligation de reprise du personnel du Titulaire sortant.

7.1 – Absence d’obligation de reprise du personnel du Titulaire sortant par le nouveau Titulaire du marché

Dans le cadre du présent marché, aucun personnel du Titulaire sortant n’est concerné par une obligation de reprise par le nouveau Titulaire.

7.2 - Obligation incombant au Titulaire à l’issue du marché

A l’issue du présent marché, afin de garantir l’égalité de traitement des candidats en lien avec l’obligation de reprise lors de la relance du futur marché, le Titulaire aura l’obligation de transmettre au Pouvoir adjudicateur la liste du personnel concerné par l’obligation de reprise, ou une attestation indiquant qu’aucun personnel n’est concerné par cette obligation de reprise, le cas échéant.

La liste transmise contiendra *a minima* le nombre de salarié à reprendre, la nature de leur contrat, leur rémunération mensuelle, incluant les éventuelles primes, ainsi que leurs éventuelles primes annuelles, les avantages dont ils disposent, leur expérience, leur ancienneté et leur qualification.

Cette liste devra être remise sous 8 jours à compter de la demande faite en ce sens par le Pouvoir adjudicateur.

8 - Sous-traitance

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la Commande publique. La sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

Le titulaire qui fait appel à la sous-traitance demeure personnellement responsable vis-à-vis de l’acheteur. Le titulaire doit soumettre son sous-traitant pour acceptation écrite de Inria avant tout commencement d’exécution à l’adresse achats-bordeaux@inria.fr.

9 – Opérations de vérification

9.1 Déroulement des opérations de vérification

Par dérogation à l’article 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont constituées par les procédures de contrôle telles que mentionnées à l’article 9.2 du CCTP.

9.2 Décisions après opérations de vérification

Suite aux opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend sa décision d’admission, d’ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations, dans les conditions des articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 Périodicité des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont effectuées par bon de commande, une fois l'ensemble des prestations correspondantes effectuées, sous réserve de l'admission de celles-ci.

10.2 Présentation des demandes de paiement

La présentation des factures devra permettre de distinguer clairement les prestations récurrentes des prestations ponctuelles, notamment en créant une section propre à chacun de ces deux types.

Les factures, sous format PDF ou XML, devront être dématérialisées via le Portail Chorus Pro 2017 : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Si plusieurs factures doivent être déposées, ces dernières devront être sous un dossier compressé au format « zip » ou « tar.gz ».

Outre les mentions légales, les factures afférentes au marché porteront obligatoirement les mentions suivantes :

- Le numéro SIRET d'Inria n° **180 089 047 00013**
- **La référence du numéro du marché et du bon de commande de référence,**
- La nature et la période d'exécution des prestations facturées,
- Les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- Le numéro SIRET, forme juridique et capital de votre entreprise,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- Les dates d'exécution des prestations,
- Le montant en euros HT des prestations,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- La date et le numéro de la facture,
- Le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- Le prix net résultant,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix,
- Le numéro de TVA intracommunautaire de l'Inria : FR45180089047.

NB : Les questions relatives au paiement seront adressées à la cellule d'accueil des fournisseurs au service dépenses Inria soit :

Par courriel : sd-fournisseurs@inria.fr

Adresse de facturation :
INRIA – COMPTABILITE FOURNISSEUR
DOMAINE DE VOLUCEAU
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Important : tout changement de domiciliation bancaire doit être signalé au Service Administratif et Financier avant de figurer sur la facturation.

Le comptable assignataire des versements est : L'Agent Comptable d'Inria.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement est le Président d'Inria.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées par virement administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve de conformité et après service fait. Le service fait sera attesté par les représentants du Centre Inria de l'université de Bordeaux.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

11 - Pénalités

L'application des pénalités dépend d'une décision expresse de l'acheteur. A défaut, le Titulaire en sera exonéré.

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, du fait du Titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant représente 1/250^e du montant hors taxes de la prestation concernée par le retard, tel qu'indiqué sur le bon de commande, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Ces pénalités de retard s'appliquent également en cas de non-respect du délai fixé par l'acheteur pour reprendre les non-conformités constatées à la suite de l'exécution d'une prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

11.2 - Pénalités diverses

Cause	Montant des pénalités appliquées	Modalités particulières d'application
Non-respect de la demande de remplacement d'équipements, machines, produits ou consommables	150 € par constat	Après mise en demeure préalable
Défaut de qualité des prestations constaté suite à un contrôle	100 € par défaut constaté	Après mise en demeure préalable
Absence à une réunion	50 € par constat	Après mise en demeure préalable
Retard dans la remise de comptes-rendus de réunion ou de contrôles	50 € par constat et par jour de retard	Après mise en demeure préalable
Non-respect des consignes ou règles de sécurité	200 € par constat	Après mise en demeure préalable
Perte ou dégradation des biens de l'Inria	Remplacement ou réparation aux frais du titulaire	Après mise en demeure préalable
Non déclaration de sous-traitance	1000€ par constat	Après mise en demeure préalable
Attitude ou comportement inconvenant ou irrespectueux du personnel du Titulaire	200 € par constat	Après mise en demeure préalable
Retard dans l'information d'une absence programmée	200 € par constat et par jour de retard	Après mise en demeure préalable
Non-respect des consignes de remplacement du personnel	200 € par constat	Après mise en demeure préalable
Non remise sous 8 jours de la liste du personnel concerné par l'obligation de reprise en fin de marché	200€ par jour de retard	Sans mise en demeure préalable

11.3 - Pénalités pour non-respect des dispositions du code du Travail en matière de travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant HT du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat.

Le présent marché est un contrat de droit public. En cas de litige il relève des juridictions administratives compétentes.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 – Clause de réexamen

Une clause de réexamen, au sens de l'article R 2194-1 du Code de la commande publique, pourra être mise en œuvre afin de modifier les clauses initiales du marché. Quel que soit le cas justifiant sa mise en œuvre, la présente clause de réexamen sera formalisée par le biais d'une modification de marché.

Cette clause de réexamen pourra être mise en œuvre dans les cas limitatifs suivants :

1) Cas où la clause de réexamen peut être mise en œuvre quel que soit son impact sur le montant maximum initial de l'accord-cadre

- Dans le cas où les clauses initiales du marché devraient obligatoirement être adaptées à toute évolution légale et/ou réglementaire ;
- Dans le cas où les clauses initiales du marché devraient obligatoirement être adaptées afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

2) Cas où la mise en œuvre de la clause de réexamen ne pourra entraîner une hausse de plus de 30% du montant maximum initial de l'accord-cadre :

- Dans le cas où, du fait de circonstances imprévues, le Pouvoir Adjudicateur devrait solliciter bien plus de prestations qu'estimé lors de la formalisation du marché. Pour justifier de l'application du présent point, il sera établi une comparaison entre le nombre de prestations sollicitées dans le cadre du présent marché par rapport au nombre estimé indiqué dans le CCTP et le nombre moyen de prestations similaires réalisées sur les années précédentes.
- Dans le cas où le bâtiment d'Inria connaîtrait des modifications impactant le périmètre initial du marché (modification, suppression ou rajout de zones de nettoyage).
- Dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur souhaiterait modifier le périmètre des prestations confiées au Titulaire.

Dans le cas où plusieurs modifications successives seraient prises en application du présent 2), l'impact cumulé de ces modifications ne devrait pas entraîner une hausse de plus de 30 % du montant maximum initial de l'accord-cadre.

Dans le cas où il y aurait des modifications issues à la fois du 1) et du 2) du présent article, seul l'impact des modifications issues du présent 2) ne devra pas entraîner une hausse du montant maximum initial de l'accord-cadre supérieure à 30%. Le cas échéant, la possibilité de mise en œuvre du présent 2) sera étudiée comme suit :

- L'impact financier maximal de la ou des modification(s) cumulées issue(s) du présent 2) sera défini via le calcul suivant : (montant maximum initial de l'accord-cadre en € HT x 1,30) – (montant maximum initial de l'accord-cadre en € HT)
- L'impact financier maximal résultant du calcul précédant représentera la hausse maximale résultant de la seule modification ou des modifications successives issue(s) du présent 2).

3) Mise en œuvre dans le cadre du remplacement d'un Titulaire initial

Le présent article s'applique tant au cas de remplacement du Titulaire initial unique, qu'au remplacement d'un membre du groupement.

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue de cet examen, le Pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne donnera pas lieu à la modification des stipulations techniques, administratives ou financière initiales.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

En cas d'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du Pouvoir Adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS.

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- Soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- Soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché, mais sans indemnité.

Quel que soit le cas justifiant sa mise en œuvre, la présente clause de réexamen sera formalisée par le biais d'une modification de marché.

16 - Dérogations

Les articles du CCAG-FCS auxquels déroge le présent CCAP sont les suivants :

Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
9.1	28
11.1	14.1.1
11.1	14.1.2
11.1	14.1.3